

GEMMER

Un « tout micro » qui divise les coûts par trois

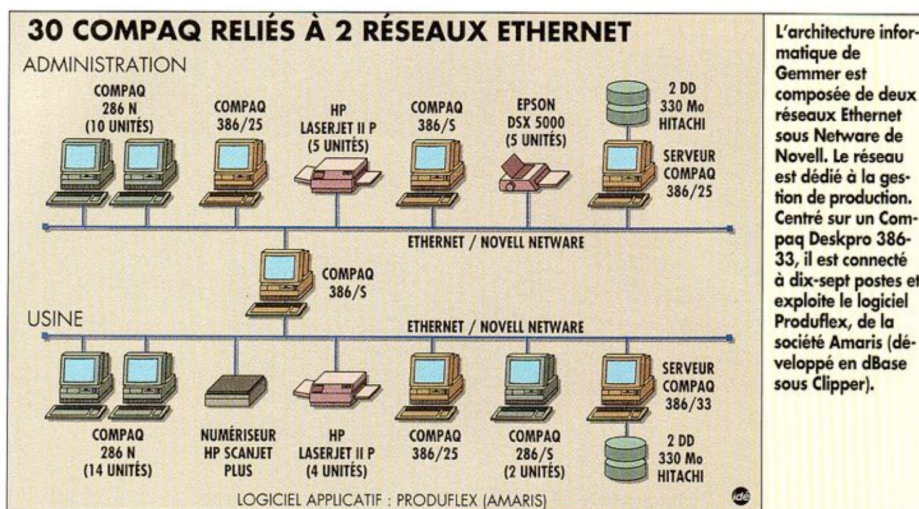
Pour Gemmer, l'alternative était simple : passer au tout micro ou conserver une solution à base de mini. En choisissant la micro en réseau, l'équipementier a réalisé de substantielles économies et a gagné en autonomie.

Gemmer est la seule société européenne qui fabrique des accessoires pour l'automobile et utilise un outil

100% micro », déclare Didier Taormina, directeur de l'informatique et de la communication chez Gemmer, à Gennevilliers. De fait, la profession d'équipementier automobile fait largement appel à la mini-informatique: Gemmer n'échappait donc pas à cette règle lorsqu'elle appartenait à la société américaine TRW. Un IBM 38 décentralisé servait, en effet, à gérer la production, avant le rachat par la puissante Compagnie Financière du Valois.

« Lorsque nous avons racheté Gemmer, nous avons voulu lui donner son autonomie informatique, précise Didier Taormina, et nos 130 employés étaient plutôt favorables à la micro... malgré les railleries des services informatiques! » Si Didier Taormina pousse la description jusqu'à la caricature, c'est pour mettre en évidence les bénéfices obtenus grâce à la micro: « Une immense autonomie et des coûts trois fois inférieurs à une solution équivalente sur mini. »

Sur le plan technique et organisationnel, on distingue deux réseaux à l'intérieur de l'entreprise (Ethernet sous Netware de Novell). Le



L'architecture informatique de Gemmer est composée de deux réseaux Ethernet sous Netware de Novell. Le réseau est dédié à la gestion de production. Centré sur un Compaq Deskpro 386-33, il est connecté à dix-sept postes et exploite le logiciel Produflex, de la société Amaris (développé en dBase sous Clipper).



Investissement informatique réduit : coût global du réseau trois fois moindre que la solution basée sur mini. Logiciel de gestion de production : 250 KF contre 1,2 MF sur mini.



Plus grande autonomie des utilisateurs (suppression du service informatique).

premier d'entre eux, le réseau bureautique, est architecturé autour d'un serveur Compaq Deskpro 386-25. Il dessert treize postes sur lesquels tournent les applications de comptabilité, immobilisations, paie et gestion commerciale. Cependant, toutes les applications bureautiques, notamment celles concernant le traitement de texte (Microsoft Word 5 et Lotus), ne sont pas installées sur le réseau, afin de ne pas les compromettre en cas de défaillance du serveur. Le second réseau est dédié à la gestion de production. Centré sur un Compaq Deskpro 386-33, il est connecté à dix-sept postes et exploite le logiciel Produflex, de la société Amaris (développé en dBase sous Clipper). « Il s'agit d'un

produit standard, souligne le directeur informatique de Gemmer. Seuls quelques petits aménagements ont été effectués pour l'adapter à nos spécificités. »

Un parc de 600 micros Compaq

Pour justifier ses choix technologiques, Didier Taormina met en avant son expérience de cinq années au sein du groupe Compagnie Financière du Valois, en tant que responsable d'intégration système. « Nous testons les produits que nous utilisons, et si nous avons choisi des Compaq, c'est parce qu'ils ont résisté aux épreuves que nous leur faisons endurer en usine », souligne-t-il.

D'où la présence de 600 micro-ordinateurs estampillés par Compaq au sein du groupe...

Quant aux micros taiwanais, ils font sourire le directeur informatique de Gemmer: à ses yeux, leur seule grâce est de participer au déploiement de la micro-informatique dans les entreprises, en raison de leur prix.

Sur le plan des logiciels, la même politique de test a été retenue: « Produflex nous est apparu comme très en avance sur l'ensemble de ses concurrents. »

Enfin, bien que les employés aient été favorables à la micro-informatique, aucun ne l'avait réellement utilisée. « En 1990 et 1991, nous avons déboursé en formation 375 000 F/ht. Notre succès s'explique aussi par cette mesure! », conclut Didier Taormina.

Ce farouche partisan de la micro ne manque pas d'arguments. D'ailleurs, sur ses conseils, trois importantes sociétés du groupe risquent fort de basculer prochainement du côté de la micro.

CHRISTOPHE CASTRO

des représentants des directions régionales, du contrôle de gestion, de la direction informatique et de la direction de l'organisation. «C'est au terme de ces réunions que nous établissons le document de synthèse qui servira de base à l'évaluation chiffrée du budget.»

Tenir compte des coûts cachés

La procédure de planification peut encore être guidée par des outils de contrôle des investissements, comme ceux que Patrick Léger a mis en place au sein de Renault. «Nous disposons dans notre entreprise de divers indicateurs grâce aux-

De son côté, Didier Taormina, responsable de l'informatique chez l'équipementier automobile Gemmer, estime que «les planifications à long terme ne reflètent que des grandes orientations stratégiques et financières. En aucun cas elles n'intègrent les évolutions spécifiques des besoins des utilisateurs et les événements extérieurs qui peuvent survenir, comme les annonces des constructeurs et des éditeurs. Elles ne permettent pas la réalisation proprement dite des budgets informatiques annuels.»

A l'issue de la phase d'évaluation et de contrôle des besoins va débuter l'évaluation financière à proprement parler du budget informatique. Selon Di-

nécessaire de faire des choix pour que le budget informatique reste conforme aux objectifs de la direction financière. Pour Arnaud Foubert, la réduction d'un budget informatique ne doit jamais se traduire par la suppression de stations de travail ou la réduction des achats de matériels : «Ce ne sont que des économies de bouts de chandelle, qui peuvent créer des conflits et des jalousies entre les salariés. Il faut que tout le monde soit logé à la même enseigne. Ré-

de l'entreprise, le passage de Word 4 à Word 5.5.»

Déterminé, quantifié et validé par la direction générale ou financière, le budget informatique doit ensuite être exécuté. «L'ordonnancement des travaux et des dépenses revient à la direction informatique, explique Didier Taormina. Le regroupement des achats au niveau du responsable informatique permet de lancer des appels d'offres et augmente le pouvoir de négociation de l'entreprise vis-à-vis des

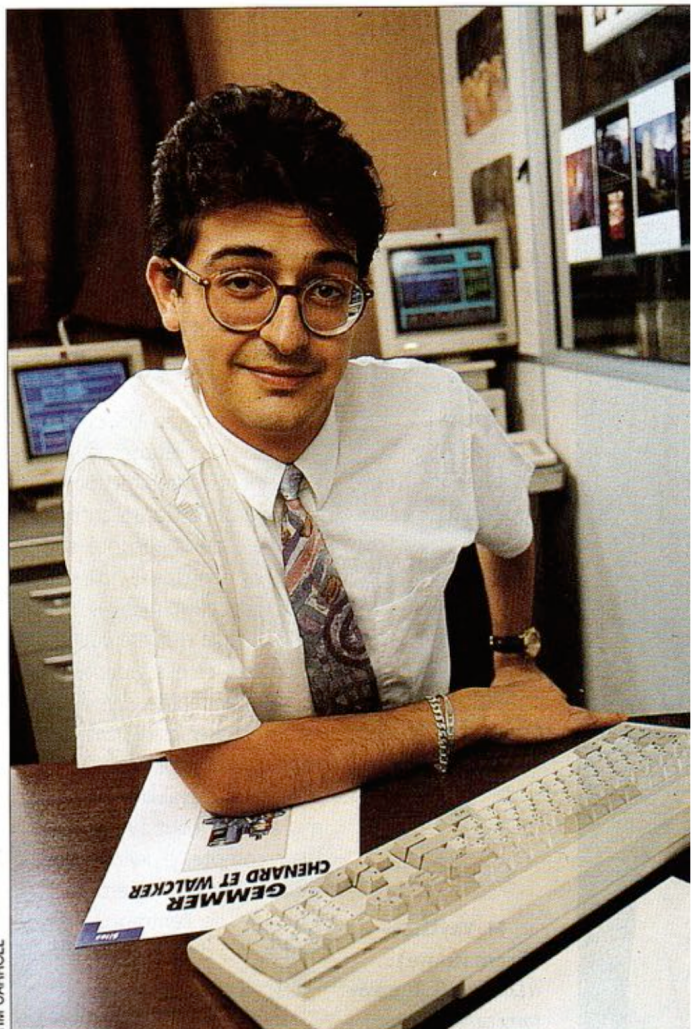
Les postes à intégrer dans le budget informatique

- Les matériels.
- Les logiciels.
- La formation des utilisateurs.
- Le personnel affecté à l'informatique.
- Les frais de sous-traitance.
- La maintenance du matériel et des logiciels.
- Le câblage.
- Les fournitures (cartouches, papier, disquettes, etc.).
- Le coût d'occupation des locaux dédiés à l'informatique (qu'il s'agisse des bureaux du service informatique ou des salles réservées aux gros systèmes).
- Les fluides (notamment les systèmes de réfrigération nécessaires aux mainframes).

quels nous mesurons, notamment, le degré de satisfaction des utilisateurs, la disponibilité des machines et le taux de défaillance des applications... Nous allouons ainsi les ressources au mieux, nous pouvons juger de leur rentabilité et nous avons défini le niveau d'investissement nécessaire pour chaque type de poste de travail. Un tableau de bord, qui tient compte de la qualité, des coûts et des délais, regroupe l'ensemble des indicateurs et assure l'optimisation des budgets informatiques à long terme.»

dier Taormina, «il est important, au cours de cette procédure de quantification, de ne pas cultiver les coûts cachés inhérents à l'achat de nouveaux matériels et au changement de logiciels, par exemple. Il s'agit de prendre en compte, bien évidemment, la formation et le recrutement éventuel de personnel, mais aussi de s'assurer que l'implantation d'une nouvelle version n'oblige pas à migrer vers un matériel plus puissant.»

Une fois la quantification précise des besoins informatiques réalisée, il est souvent



TIM CARROLL

▲ M. Taormina (Gemmer) : «L'ordonnancement des travaux et des dépenses revient, chez nous, à la direction informatique.»

duire un budget suppose que l'on renonce à des projets, c'est la seule solution. Par exemple, on pourra retarder, pour l'ensemble

fournisseurs. La centralisation est, de plus, indispensable si l'on veut assurer la cohérence du parc.» André Saura précise en outre